

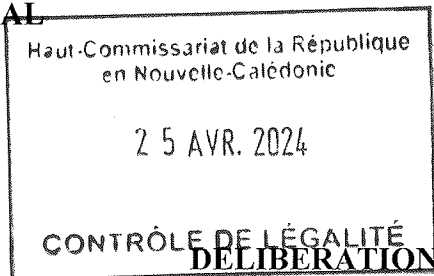
SYNDICAT MIXTE DE
TRANSPORT INTERURBAIN



COMITE SYNDICAL

N° 2024-016/SMTI

du 19 avril 2024.



relative à la prise en charge des amendes pour infractions routières dues au syndicat mixte de transport interurbain

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du Haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n°2023-050/SMTI du 29 décembre 2023 adoptant le budget primitif du Syndicat Mixte de Transport Interurbain pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n°2024-014/SMTI du 19 avril 2024 relative au vote du budget supplémentaire 2024 du Syndicat Mixte de Transport Interurbain ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain ;

Vu le rapport de présentation n° 2024-016/SMTI au Comité Syndical,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Le comité syndical autorise la prise en charge par le Syndicat Mixte de transport interurbain, des amendes dues à des infractions routières suivantes :

- N°1006-2024 - PV 0139802023 - Véhicule n°449.091 NC : 15.000 Frs (infraction du 30/06/23)
- N°3207-2024 - PV 0002620644 - Véhicule n°452.131 NC : 1.000 Frs (infraction du 29/09/23)
- N°3341-2024 - PV 0002323667 - Véhicule n° 449.091 NC : 3.000 Frs (infraction du 02/10/23)

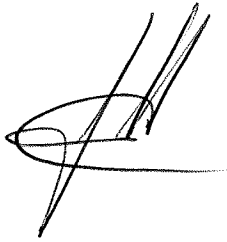
Article 2 : La dépense est imputable au chapitre 67.

Article 3 : Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud, et publiée au *Journal Officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Article 4 : Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Délibéré en séance, le 19 avril 2024.

Un membre,



Thierry GOWECEEE

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,



Milakulo TUKUMULI

La présente délibération est transmise au contrôle de la légalité le ,
transmise pour publication au *Journal Officiel* de la Nouvelle-Calédonie le ,

et rendue exécutoire le



Ampliations :

- Haut-commissariat 1
- Nouvelle-Calédonie 1
- Province Nord 1
- Province Sud 1
- Trésorerie des Etablissements Publics de Nouvelle-Calédonie 1
- Intéressé 1
- Archives 3

Quorum :

- Membres en exercice :
- Membres présents :
- Membres représentés :
- Suffrages exprimés :

- Pour :
- Contre :
- Abstentions :

005626